



ZONE DE POLICE MONTGOMERY POLITIEZONE MONTGOMERY

CONSEIL DE POLICE DU 18 JUIN 2021 POLITIERAAD VAN 18 JUNI 2021

PROCÈS VERBAL PROCES-VERBAAL

Présents **Aanwezig**

Vincent De Wolf, *Président du Conseil de Police/Voorzitter van de Politieraad*;
Benoît Cerexhe, Olivier Maingain, *Bourgmestres/Burgemeesters* ;
Antoine Bertrand, Nuria Bordes Castells, Ariane Calmeyn, Marie Cruysmans, Jean-Luc Debroux, Carla Dejonghe, Anne Delvaux de Fenffe, Quentin Deville, Etienne Dujardin, Philippe Jaquemyns, Caroline Joway, Michael Loriaux, Amélie Pans, Lucien Rigaux, Ethel Savelkoul, Virginie Taittinger, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Philippe Vandemeulebroucke, Anne Vandersande, Adélaïde de Patoul, Jonathan de Patoul, *Conseillers de police/Politieraadsleden* ;
Michaël Jonniaux, *Chef de Corps/Korpschef* ;
Etienne Viatour, *Secrétaire/Secretaris*.

Excusé **Verontschuldigd**

Aziz Es, *Conseiller de police/Politieraadslid*.

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

Secrétariat zonal - Zone Secretariaat

1 Procédure virtuelle

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Virtuele procedure

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

2 Prestation de serment de Madame Nuria BORDES CASTELLS en remplacement de Monsieur VANDEMEULEBROUCKE

Le Conseil prend acte.
24 votants : 24 votes positifs.

Eedaflegging van Mevrouw Nuria BORDES CASTELLS in vervanging van de Heer VANDEMEULEBROUCKE

De Raad neemt akte.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

3 **Approbation du PV du Conseil de Police du 23 04 2021**

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Goedkeuring van de notulen van de Politieraad van 23 04 2021

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Service Ressources Humaines - Dienst Personeel Middelen

4 PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ORGANIQUE – DECLARATION DE VACANCE D’EMPLOIS – MODALITES DE SELECTION – CYCLE DE MOBILITE – 2021-03

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;

Vu l’arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu les circulaires ministérielles GPI 15 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la circulaire ministérielle PLP 10 concernant les normes d’organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu sa délibération du 23 avril 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Vu l’organigramme du corps de police ;

Considérant que les effectifs du cadre opérationnel réel, sont au 01 juin 2021 de 481 emplois des 505 emplois prévus au cadre organique ; que 24 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant que les effectifs du cadre administratif et logistique réel, sont au 01 juin 2021 de 92 emplois des 106 emplois prévus au cadre organique ; que 14 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant qu’il est nécessaire de procéder au remplacement des membres du personnel qui ont fait ou feront, prochainement, l’objet d’une mise à la pension ;

Considérant qu’il y a lieu de remplacer les membres du personnel qui ont fait usage de la mobilité lors des cycles précédents ainsi que les membres du personnel détachés;

Considérant qu’il convient de combler les départs de certains membres du personnel qui bénéficient d’une promotion sociale ;

Considérant les besoins prioritaires en personnel au sein du corps de police de la zone ;

Considérant la décision du 21 janvier 2010 du Commissaire général de la police fédérale d'augmenter le nombre de cycles de mobilité à 5 au lieu de 3 ;

Considérant que la Zone de police doit faire connaître ses besoins en personnel, en vue du troisième cycle de mobilité ;

Sur avis favorable de Monsieur le premier Commissaire divisionnaire Michaël JONNIAUX, Chef de Corps;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- D'ouvrir au cycle de mobilité 2021-03 au profit du cadre opérationnel :

- 1 emploi de Commissaire de police pour le Département de Police de Proximité, Adjoint du Directeur du Département, Cellule de Coordination ;
- 1 emploi de Commissaire de police pour le Département de Police de 1^{ère} Ligne, Service Circulation, Chef de service ;
- 1 Inspecteur principal de police pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Humaines, Cellule de la Formation, Chef de cellule, emploi spécialisé auquel une allocation fonctionnelle est liée ;
- 1 emploi d'Inspecteur principal de police pour le Département de Gestion des Risques, Service des Enquêtes Internes ;
- 1 emploi d'Inspecteur principal de police pour le Département de la Recherche locale, Service de Recherche centralisé, Chef de Section, emploi spécialisé auquel une allocation fonctionnelle est liée ;
- 1 emploi d'Inspecteur principal de police pour le Département de la Recherche locale, Service de Recherche centralisé, Membre, emploi spécialisé auquel une allocation fonctionnelle est liée ;
- 3 emplois d'Inspecteur principal de police pour le Département de Police de Proximité, Service accueil ;
- 1 emploi d'Inspecteur principal de police pour le Département de Police de 1^{ère} Ligne, Service circulation ;
- 1 emploi d'Inspecteur principal de police pour le Département d'Appui Opérationnel, Dispatching zonal ;
- 2 emplois d'Inspecteur de police pour le Département de Police de 1^{ère} Ligne, Service d'interventions ;
- 2 emplois d'Inspecteur de police pour le Département de Police de Proximité, Service Quartier, emplois spécialisés auxquels une allocation fonctionnelle est liée ;
- 2 emplois d'Inspecteur de police pour le Département de Police de Proximité, Service accueil ;
- 2 emplois d'Inspecteur de police pour le Département d'Appui opérationnel, Dispatching zonal ;
- 1 emploi d'Inspecteur de police, Spécialiste en Maîtrise de la violence, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Humaines, Cellule de la formation, emploi spécialisé auquel une allocation fonctionnelle est liée ;
- 1 emploi d'Inspecteur de police, Maître-chien, pour le Département d'Appui opérationnel,

Brigade canine, emploi spécialisé auquel une allocation fonctionnelle est liée ;

- D'ouvrir au cycle de mobilité 2021-03 au profit du cadre administratif et logistique :
 - 1 emploi CALog Niveau A, Conseiller Psychologue, Classe 1, pour la Direction générale, Service Interne de Prévention et de Protection du travail, Cellule Psycho-sociale ;
 - 1 emploi CALog Niveau A, Conseiller en prévention, Classe 2, pour la Direction générale, Service Interne de Prévention et de Protection du travail ;
 - 1 emploi CALog Niveau B, Comptable, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Financières ;
 - 1 emploi CALog Niveau B, Consultant, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Humaines ;
- de retenir comme modalités de sélection pour les emplois de Commissaire de police pour le Département de Police de Proximité, Adjoint du Directeur du Département, Cellule de Coordination et Commissaire de police pour le Département de Police de 1^{ère} Ligne, Service Circulation, Chef de service, déclarés vacants, un test écrit suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de l'officier par lui désigné et d'un membre du personnel du cadre opérationnel revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de retenir comme modalités de sélection pour les emplois d' Inspecteur principal de police pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Humaines, Cellule de la Formation, Chef de cellule, Inspecteur principal de police pour le Département de Gestion des Risques, Service des Enquêtes Internes, Inspecteur principal de police pour le Département de la Recherche locale, Service de Recherche centralisé, Chef de Section, Inspecteur principal de police pour le Département de la Recherche locale, Service de Recherche centralisé, Membre, Inspecteur principal de police pour le Département de Police de 1^{ère} Ligne, Service circulation, CALog Niveau B, Comptable, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Financières et CALog Niveau B, Consultant, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Humaines, déclarés vacants, un test écrit suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de retenir comme modalité de sélection pour les emplois d'Inspecteur de police, Spécialiste en Maîtrise de la violence, pour le Département de Gestion des Moyens, Service Ressources Humaines, Cellule de la formation, et Inspecteur de police, Maître-chien, pour le Département d'Appui opérationnel, Brigade canine, déclarés vacants, un test suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée

et d'un membre du personnel du cadre opérationnel revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;

- de retenir comme modalité de sélection pour les autres emplois déclarés vacants, l'entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- d'autoriser les candidats qui ne possèdent pas le brevet requis à postuler aux emplois spécialisés.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

**PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ORGANIEK KADER – VACANTVERKLARING
VAN OPENSTAANDE BETREKKINGEN – SELECTIEMODALITEITEN –
MOBILITEITSCYCLUS 2021-03**

De politieraad,

Gelet op de wet dd. 07 décembre 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de vastlegging van de modaliteiten met betrekking tot de mobiliteit van het personeel van de politiediensten ;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven GPI 15 betreffende de toepassing van de mobiliteitsregeling in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 10 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking;

Gelet op haar beraadslaging van 23 april 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 505 leden van het operationeel kader en 106 van het administratief en logistiek kader;

Gelet op het organogram van het politiekorps;

Overwegende dat de effectieven van het operationeel kader op 1 juni 2021 reëel 481 eenheden telt van de 505 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 24 betrekkingen van dit kader bijgevolg vacant zijn in dit kader ;

Overwegende dat de effectieven van het administratief en logistiek kader op 1 juni 2021 reëel 92 eenheden telt van de 106 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 14 betrekkingen bijgevolg vacant zijn in dit kader;

Overwegende dat de personeelsleden die onlangs op pensioen gegaan zijn of binnenkort op pensioen gaan, vervangen moeten worden;

Overwegende dat de personeelsleden die gebruik gemaakt hebben van de mobiliteit bij de vorige cycli en de personeelsleden die gedetacheerd werden, vervangen moeten worden;

Overwegende dat het vertrek van bepaalde personeelsleden die een sociale promotie genieten aangevuld moet worden;

Overwegende de prioritaire nood aan personeel binnen het politiekorps van de zone;

Overwegende de beslissing van 21 januari 2010 van de Commissaris-Generaal van de federale politie om het aantal mobiliteitscycli te verhogen van 3 naar 5;

Overwegende dat de Politiezone, met het oog op de derde mobiliteitscyclus, zijn behoeften aan personeel te kennen moet geven;

Op gunstig advies van Mijnheer de eerste Hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX, Korpschef;

Op voorstel van het Politiecollege;

BESLIST :

- volgende betrekkingen in het operationeel kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2021-03:

- 1 betrekking van Commissaris van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Adjunct van de Directeur van het Departement, Coördinatiecel;
- 1 betrekking van Commissaris van politie voor het Departement Politie 1^{ste} Lijn, Verkeersdienst, Diensthooft;
- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Human Resources, Cel van de opleiding, Celhoofd, gespecialiseerde betrekking waaraan een functionele toelage verbonden is;
- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Risicobeheer, Dienst Interne Onderzoeken;
- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Lokale Recherche, Dienst Gecentraliseerde recherche, Sectiechef, gespecialiseerde betrekking waaraan een functionele toelage verbonden is;
- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Lokale Recherche, Dienst Gecentraliseerde recherche, Lid, gespecialiseerde betrekking waaraan een functionele toelage verbonden is;
- 3 betrekkingen van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Onthaaldienst;
- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Politie 1^{ste} Lijn, Verkeersdienst;
- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Operationele Steun, Zonale Dispatching;
- 2 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Politie 1^{ste} Lijn, Interventiedienst;
- 2 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Wijkdienst, gespecialiseerde betrekkingen waaraan een functionele toelage verbonden is;
- 2 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Onthaaldienst;
- 2 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Operationele Steun, Zonale Dispatching;
- 1 betrekking van Inspecteur van politie, Specialist in geweldbeheersing, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Human Resources, Cel van de opleiding, gespecialiseerde betrekking

waaraan een functionele toelage verbonden is;

- 1 betrekking van Inspecteur van politie, Hondengeleider, voor het Departement Operationele Steun, Hondenbrigade, gespecialiseerde betrekking waaraan een functionele toelage verbonden is;
- volgende betrekkingen in het administratief en logistiek kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2021-03:
 - 1 betrekking CALog Niveau A, Adviseur Psycholoog, Klasse 1, voor de Algemene Directie, Interne Dienst Preventie en Bescherming op het Werk, Cel Psychosociale bijstand;
 - 1 betrekking CALog Niveau A, Preventieadviseur, Klasse 2, voor de Algemene Directie, Interne Dienst Preventie en Bescherming op het Werk;
 - 1 betrekking CALog Niveau B, Boekhouder, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Financiële Middelen;
 - 1 betrekking CALog Niveau B, Consulent, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Human Resources;
- om als selectiemodus:
 - voor de vacant verklaarde betrekkingen van Commissaris van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Adjunct van de Directeur van het Departement, Coördinatiecel en Commissaris van politie voor het Departement Politie 1^{ste} Lijn, Verkeersdienst, Dienstroofd, een schriftelijke test gevuld door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduid officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduid officier en een personeelslid van het operationeel kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;
 - voor de vacant verklaarde betrekkingen van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Human Resources, Cel van de opleiding, Celhoofd, Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Risicobeheer, Dienst Interne Onderzoeken, Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Lokale Recherche, Dienst Gecentraliseerde recherche, Sectiechef, Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Lokale Recherche, Dienst Gecentraliseerde recherche, Lid, Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Politie 1^{ste} Lijn, Verkeersdienst, CALog Niveau B, Boekhouder, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Financiële Middelen, CALog Niveau B, Consulent, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Human Resources, een schriftelijke test gevuld door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduid officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduid persoon en een personeelslid van het operationeel kader of het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;

- voor de vacant verklaarde betrekkingen van Inspecteur van politie, Specialist in geweldbeheersing, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Human Resources, Cel van de opleiding en Inspecteur van politie, Hondengeleider, voor het Departement Operationele Steun, Hondenbrigade, een test gevuld door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduid officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduid persoon en een personeelslid van het operationeel kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;
- voor de andere vacant verklaarde betrekkingen, een selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduid officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduid persoon en een personeelslid van het operationeel kader of het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;
- toelating te geven aan kandidaten zonder brevet om te solliciteren voor de gespecialiseerde betrekkingen.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

5 PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE – RECRUTEMENT CONTRACTUEL URGENT D’UN MEMBRE CALOG NIVEAU A – CONSEILLER – CLASSE 2 – SERVICE RESSOURCES MATERIELLES – CELLULE INFRASTRUCTURES – DECLARATION DE VACANCE D’EMPLOI

Le Conseil de police,
Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;
Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;
Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;
Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;
Vu sa délibération du 23 avril 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;
Considérant qu’en vertu de l’article IV.I.37, alinéa 2, de l’arrêté royal du 30 mars 2001, un emploi peut,

précédemment à l'application des règles en matière de mobilité, pour des raisons urgentes, être occupé par un membre du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail à durée déterminée d'une durée de maximum 12 mois ;

Considérant qu'un emploi attribué via le recrutement contractuel urgent est déclaré vacant dans le prochain cycle de mobilité qui suit l'engagement;

Considérant la charge de travail importante au sein de la Cellule Infrastructures du Service Ressources Matérielles et l'absence actuelle de responsable ;

Considérant les différents projets en cours concernant les infrastructures zonales (déménagements, construction,...) ;

Considérant qu'il est nécessaire de développer un suivi proactif de la gestion quotidienne des diverses infrastructures, en ce inclus le suivi des chantiers et des travaux ;

Considérant qu'il est également indispensable d'assurer la gestion quotidienne des ouvriers ;

Considérant qu'en vertu du nouvel organigramme, le responsable de la Cellule est un membre du cadre administratif et logistique de Niveau A ;

Considérant qu'il est urgent de procéder à ce recrutement afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cellule ;

Considérant qu'il n'est pas envisageable d'attendre la publication du prochain cycle de mobilité pour déclarer cet emploi vacant ;

Considérant qu'il convient d'ouvrir cet emploi au recrutement contractuel urgent;

Sur avis favorable de Monsieur le premier Commissaire Divisionnaire Michaël JONNIAUX, Chef de corps ;

Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- D'ouvrir, pour des raisons urgentes, au recrutement contractuel un emploi CALog Niveau A – Conseiller – Classe 2 pour le Département Gestion des Moyens, Service Ressources Matérielles, Cellule Infrastructures ;
- De retenir comme modalité de sélection pour l'emploi déclaré vacant, après publication de l'offre sur le site Jobpol et réussite des tests de sélection organisés par la Direction du recrutement et de la sélection de la police fédérale, un test écrit suivi d'un entretien avec les différents candidats par le Chef de Corps ou la personne par lui désignée, le Directeur du Département Gestion des Moyens ou de la personne par lui désignée et le Chef du Service Ressources Matérielles ou de la personne par lui désignée, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de prévoir une réserve de recrutement.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER – DRINGENDE CONTRACTUELLE AANWERVING VAN EEN CALOG NIVEAU A – ADVISEUR – KLASSE 2 – DIENST MATERIELLE MIDDELEN – CEL INFRASTRUCTUUR – VACANTVERKLARING VAN EEN BETREKKING

De Politieraad,

Gelet op de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 houdende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op haar beraadslaging van 23 april 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 505 leden van het operationeel kader en 106 van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat krachtens artikel IV.I.37, alinea 2, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, een betrekking, voor het toepassen van de regels inzake mobiliteit, omwille van dringende redenen, betrokken kan worden door een personeelslid dat aangeworven wordt door middel van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur voor een periode van maximum 12 maanden;

Overwegende dat een betrekking die toegekend wordt via dringende contractuele aanwerving vacant verklaard wordt bij de volgende mobiliteitscyclus die op de aanwerving volgt;

Overwegende de grote werklast binnen de Cel Infrastructuur van de Dienst Materiële Middelen en de huidige afwezigheid van een verantwoordelijke;

Overwegende de verschillende lopende projecten betreffende de zonale infrastructuren (verhuizingen, bouw,...);

Overwegende dat het noodzakelijk is om een proactieve opvolging van het dagelijks beheer van de verschillende infrastructuren te ontwikkelen met inbegrip van de opvolging van werven en werken;

Overwegende dat het ook noodzakelijk is om het dagelijks beheer van de arbeiders te waarborgen;

Overwegende dat, krachtens het nieuwe organogram, de verantwoordelijke van de Cel een lid van het administratief en logistiek kader van Niveau A is;

Overwegende dat het dringend is om over te gaan naar deze aanwerving om de goede werking van de Cel te verzekeren;

Overwegende dat niet gewacht kan worden op de bekendmaking van de volgende mobiliteitscyclus om deze betrekking vacant te verklaren;

Overwegende dat deze betrekking voor de dringende contractuele aanwerving opengesteld moet worden;

Op gunstig advies van Mijnheer de eerste Hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX, Korpschef ;

Op voorstel van het Politiecollege ;

BESLIST :

- Omwille van dringende redenen, een betrekking CALog Niveau A – Adviseur – Klasse 2, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Materiële Middelen, Cel Infrastructuur, open te stellen in het kader van een contractuele aanwerving;
- Om, na bekendmaking van het aanbod op de site van Jobpol en slagen voor de selectietesten die georganiseerd worden door de Directie van de rekrutering en de selectie van de federale politie, een schriftelijke test gevuld door een onderhoud met de verschillende kandidaten door de Korpschef of de door hem daartoe aangestelde persoon, de Directeur van het Departement Middelenbeheer of de door hem daartoe aangestelde persoon en het diensthoofd van de Dienst Materiële Middelen of de door haar daartoe aangestelde persoon, met uitnodiging van de vertegenwoordigers van de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, als selectiemodus voor de vacant verklaarde betrekking te weerhouden;
- om een wervingsreserve te voorzien.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

6 **PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE –
RECRUTEMENT CONTRACTUEL URGENT D’UN MEMBRE CALOG NIVEAU B –
CONSULTANT – SERVICE RESSOURCES MATERIELLES – CELLULE DE GESTION –
DECLARATION DE VACANCE D’EMPLOI**

Le Conseil de police,
Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;
Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;
Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;
Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;
Vu sa délibération du 23 avril 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 611 équivalents temps plein, dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;
Considérant qu’en vertu de l’article IV.I.37, alinéa 2, de l’arrêté royal du 30 mars 2001, un emploi peut, précédemment à l’application des règles en matière de mobilité, pour des raisons urgentes, être occupé par un membre du personnel engagé dans les liens d’un contrat de travail à durée déterminée d’une durée de maximum 12 mois ;
Considérant qu’un emploi attribué via le recrutement contractuel urgent est déclaré vacant dans le prochain cycle de mobilité qui suit l’engagement ;
Considérant que le membre du cadre administratif et logistique Niveau B de la Cellule de gestion du Service Ressources Matérielles a postulé un emploi au sein de la police fédérale dans le cadre de la procédure de mobilité et ce, en vue de valoriser son brevet de Niveau A obtenu suite aux épreuves de promotion sociale ;
Considérant que, s’il obtient l’emploi et accepte celui-ci, il quittera la zone de police au mois de septembre au plus tard ;
Considérant qu’il est impératif d’anticiper ce départ afin d’assurer la continuité du service ;
Considérant qu’il est indispensable, compte tenu des missions de ce service et de l’importance de garantir la gestion quotidienne des équipes, que les effectifs de la Cellule de gestion soient complets ;
Considérant qu’en cas de départ de l’intéressé, il n’est pas envisageable d’attendre la publication du prochain cycle de mobilité pour déclarer cet emploi vacant ;
Considérant qu’il convient d’ouvrir cet emploi au recrutement contractuel urgent ;
Sur avis favorable de Monsieur le premier Commissaire Divisionnaire Michaël JONNIAUX, Chef de corps ;
Sur proposition du Collège de police ;

DECIDE :

- En cas de départ confirmé du membre du cadre administratif et logistique Niveau B, d’ouvrir, pour des raisons urgentes, au recrutement contractuel un emploi CALog Niveau B – Consultant pour

le Département Gestion des Moyens, Service Ressources Matérielles, Cellule de gestion ;

- De retenir comme modalité de sélection pour l'emploi déclaré vacant, après publication de l'offre sur le site Jobpol et réussite des tests de sélection organisés par la Direction du recrutement et de la sélection de la police fédérale, un test écrit suivi d'un entretien avec les différents candidats par le Chef de Corps ou la personne par lui désignée, le Directeur du Département Gestion des Moyens ou de la personne par lui désignée et le Chef du Service Ressources Matérielles ou de la personne par lui désignée, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de prévoir une réserve de recrutement ;

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Madame la Comptable spéciale et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

**PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER –
DRINGENDE CONTRACTUELE AANWERVING VAN EEN CALOG NIVEAU B –
CONSULENT – DIENST MATERIELLE MIDDELLEN – BEHEERCEL – VACANTVERKLARING
VAN EEN BETREKKING**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 07 décembre 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op de wet van 26 avril 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ;

Gelet op de wet van 3 juillet 1978 betreffende de arbeidscontracten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 houdende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op haar beraadslaging van 23 april 2021 (#043/23.04.2021/A/0001#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 611 voltijdse equivalenten, waarvan 505 leden van het operationeel kader en 106 van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat krachtens artikel IV.I.37, alinea 2, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, een betrekking, voor het toepassen van de regels inzake mobiliteit, omwille van dringende redenen, betrokken kan worden door een personeelslid dat aangeworven wordt door middel van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur voor een periode van maximum 12 maanden;

Overwegende dat een betrekking die toegekend wordt via dringende contractuele aanwerving vacant verklaard wordt bij de volgende mobiliteitscyclus die op de aanwerving volgt;

Overwegende dat het lid van het administratief en logistiek kader Niveau B van de Beheercel van de Dienst Materiële Middelen naar een betrekking binnen de federale politie gesolliciteerd heeft in het kader van de mobiliteitsprocedure en dit, met het oog om zijn brevet Niveau A te valoriseren, behaald na de proeven van sociale promotie;

Overwegende dat, indien hij weerhouden is en deze aanvaardt, hij de politiezone uiterlijk in september zal verlaten;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is om op dit vertrek te anticiperen om de continuïteit van de dienst te verzekeren;

Overwegende dat, rekening houdend met de opdrachten van deze dienst en het belang om het dagelijks beheer van de ploegen te waarborgen, het noodzakelijk is dat de effectieven van de Beheercel volledig zijn;

Overwegende dat, in geval van vertrek van de betrokkene, niet gewacht kan worden op de bekendmaking

van de volgende mobiliteitscyclus om deze betrekking vacant te verklaren;
Overwegende dat deze betrekking voor de dringende contractuele aanwerving opengesteld moet worden;
Op gunstig advies van Mijnheer de eerste Hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX, Korpschef ;
Op voorstel van het Politiecollege ;

BESLIST :

- In geval van bevestigd vertrek van het lid van het administratief en logistiek kader Niveau B, omwille van dringende redenen, een betrekking CALog Niveau B – Consulent voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Materiële Middelen, Beheercel, open te stellen in het kader van een contractuele aanwerving;
- Om, na bekendmaking van het aanbod op de site van Jobpol en slagen voor de selectietesten die georganiseerd worden door de Directie van de rekrutering en de selectie van de federale politie, een schriftelijke test gevuld door een onderhoud met de verschillende kandidaten door de Korpschef of de door hem daartoe aangestelde persoon, de Directeur van het Departement Middelenbeheer of de door hem daartoe aangestelde persoon en het diensthoofd van de Dienst Materiële Middelen of de door haar daartoe aangestelde persoon, met uitnodiging van de vertegenwoordigers van de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, als selectiemodus voor de vacante verklaarde betrekking te weerhouden;
- om een wervingsreserve te voorzien.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan mevrouw de Bijzondere rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Cellule Marchés Publics - Cel Overheidsopdrachten

7 Achat de mobilier pour l'accueil de la maison de police de Woluwe-Saint-Lambert, pour la nouvelle maison de police d'Etterbeek,...

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 330.000,00 est inscrit à l'article 3300/741-51 du Budget Extraordinaire de l'année 2021 (Achat de mobilier de bureau);

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit:

Lot n° 1: Lot Robberechts			
FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Bureau			
K20XTBUR120080CO	1	€ 157,53	€ 190,61

K20XTBUR160080ELDBZW	1	€ 415,04	€ 502,20
K22PUZFBURDD080080ZL	1	€ 385,51	€ 466,47
K20XTBUR160080COGRGR	1	€ 180,06	€ 217,87
Caisson mobile			
K03LB01333F60424WGSDB	7	€ 169,96	€ 1.439,56
Unité d'électrification			
K17BACHDESK001	1	€ 60,20	€ 72,84
K17BACHDESK004	30	€ 63,35	€ 2.299,61
K17BACHKABU005	30	€ 6,02	€ 218,53
Armoires			
K16CUB069100	1	€ 190,48	€ 230,48
K16CUB069100WTWTWT	3	€ 190,48	€ 691,44
K16CUB118100ZWMB	2	€ 211,52	€ 511,88
K16CUB198100GSGS	1	€ 164,36	€ 198,88
K19CUB069080GS	5	€ 239,11	€ 1.446,62
K19CUB069120GSGS	1	€ 254,09	€ 307,45
K19CUB118080GSGS	5	€ 279,53	€ 1.691,16
K19CUB069080	5	€ 239,11	€ 1.446,62
Tablette multifonctionnelle			
K04STDLB100GS	1	€ 6,86	€ 8,30
K04STDLB100GS	6	€ 6,86	€ 49,80
K04STDLB100GS	3	€ 6,86	€ 24,90
K04STDLB080GS	5	€ 6,86	€ 41,50
K04STDLB120GS	1	€ 7,68	€ 9,29
K04STDLO80GS	20	€ 6,86	€ 166,01
K04STDLB100GS	4	€ 6,86	€ 33,20

Fardes pour classement suspendu			
HMFILU30	5	€ 27,05	€ 163,65
Cloison réhausse			
K02WSGF30040120	14	€ 156,74	€ 2.655,18
K02WSGF30040180	8	€ 167,38	€ 1.620,24
Casiers en PVC			
HROL16VAKKEN	2	€ 101,35	€ 245,27
Passe partout pour serrure à combinaison			
K01ROL2AZUMPASS	7	€ 41,50	€ 351,51
Table			
K17VGTRH160080075FX	1	€ 120,65	€ 145,99
K18VGTTROMPET100100075FX	1	€ 282,25	€ 341,52
Bras à écran plat			
K03SCRT2	5	€ 107,90	€ 652,80
Lot n° 2: Lot Pami			
FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Siège de bureau			
RH Extend 120 (Art nr. 6211)	3	€ 506,00	€ 1.836,78
TOTAL TVAC		€ 20.278,14	

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais des marchés publics fédéraux (FORCMS-ZIT-106 / FORCMS-MM-105);

Attendu que la dépense s'élèvera à € 20.278,14 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/741-51 du budget extraordinaire 2021;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux.

DECIDE

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en séance publique du Conseil de police, le 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Aankoop van bureaumeubilair voor het onthaal van het politiehuis van Sint-Lambrechts-Woluwe, voor het nieuwe politiehuis van Etterbeek,...

De Politieraad,

Aangezien dat een krediet van € 330.000,00 op artikel 3300/741-51 van de Buitengewone Dienst 2021 ingeschreven is (Aankoop van bureaumeubilair);

Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:

Lot n° 1: Lot Robberechts			
LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
Bureau			
K20XTBUR120080CO	1	€ 157,53	€ 190,61
K20XTBUR160080ELDBZW	1	€ 415,04	€ 502,20
K22PUZFBURDD080080ZL	1	€ 385,51	€ 466,47
K20XTBUR160080COGRGR	1	€ 180,06	€ 217,87
Ladeblok			
K03LB01333F60424WGSDB	7	€ 169,96	€ 1.439,56
Elektrificatie en data unit			
K17BACHDESK001	1	€ 60,20	€ 72,84
K17BACHDESK004	30	€ 63,35	€ 2.299,61
K17BACHKABU005	30	€ 6,02	€ 218,53
Kasten			
K16CUB069100	1	€ 190,48	€ 230,48
K16CUB069100WTWTWT	3	€ 190,48	€ 691,44
K16CUB118100ZWMB	2	€ 211,52	€ 511,88
K16CUB198100GSGS	1	€ 164,36	€ 198,88
K19CUB069080GS	5	€ 239,11	€ 1.446,62
K19CUB069120GSGS	1	€ 254,09	€ 307,45
K19CUB118080GSGS	5	€ 279,53	€ 1.691,16
K19CUB069080	5	€ 239,11	€ 1.446,62
Standaard multifunctioneel legbord			

K04STDLB100GS	1	€ 6,86	€ 8,30
K04STDLB100GS	6	€ 6,86	€ 49,80
K04STDLB100GS	3	€ 6,86	€ 24,90
K04STDLB080GS	5	€ 6,86	€ 41,50
K04STDLB120GS	1	€ 7,68	€ 9,29
K04STDL080GS	20	€ 6,86	€ 166,01
K04STDLB100GS	4	€ 6,86	€ 33,20
Hangmaappen			
HMFILU30	5	€ 27,05	€ 163,65
Gestofferde opzetwand			
K02WSGF30040120	14	€ 156,74	€ 2.655,18
K02WSGF30040180	8	€ 167,38	€ 1.620,24
Vakkenverdeling in kunststof			
HROL16VAKKEN	2	€ 101,35	€ 245,27
Loper voor cijferslot			
K01ROL2AZUMPASS	7	€ 41,50	€ 351,51
Tafel			
K17VGTRH160080075FX	1	€ 120,65	€ 145,99
K18VGTTROMPET100100075FX	1	€ 282,25	€ 341,52
Flatscreen-arm			
K03SCRT2	5	€ 107,90	€ 652,80
Lot n° 2: Lot Pami			
LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
Bureaustoel			
RH Extend 120 (Art nr. 6211)	3	€ 506,00	€ 1.836,78
TOTAAL		€ 20.278,14	

Aangezien dat de Leveringen gekocht zullen worden via de Federale Politie (FORCMS-ZIT106 /

FORCMS-MM-105);

Aangezien dat de uitgave € 20.278,14 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst 2021 geboekt zal worden;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus.

BESLIST :

Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.

Aldus beslist te Sint-Lambrechts-Woluwe, in openbare vergadering van de Politieraad op 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

8

ACHAT DE 70 ARMES DE POING CALIBRE 9X19 ET DE 70 HOLSTERS

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Considérant le cahier des charges N° 2021-1769 relatif au marché “Achat de 70 armes de poing calibre 9x19 et de 70 holsters” établi par l’armurerie ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Arme de poing calibre 9x19), estimé à € 35.000,00 hors TVA, ou € 42.350,00 TVA comprise ;

* Lot 2 (Holster), estimé à € 4.200,00 hors TVA, ou € 5.082,00 TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 39.200,00 hors TVA, ou € 47.432,00 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire et budget ordinaire de l'exercice 2021, articles 3300/744-51 (lot 1) et 3300/124-05/997 (lot 2);

DECIDE

Article 1^{er}: D'approuver le cahier des charges N° 2021-1769 et le montant estimé du marché “Achat de 70 armes de poing calibre 9x19 et de 70 holsters”. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 39.200,00 hors TVA, ou € 47.432,00 TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget extraordinaire et budget ordinaire de l'exercice 2021, articles 3300/744-51 (lot 1) et 3300/124-05/997 (lot 2).

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en séance publique du Conseil de police, le 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

AANKOOP VAN 70 HANDVUURWAPENS VAN KALIBER 9X19 EN 70 HOLSTERS

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 139.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 640.900,00 op artikel 3300/124-05/997 en 3300/744-51 van de buitengewone dienst 2021; ingeschreven is (Aankoop machines en uitbatingsmaterieel in het algemeen);

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aankoop van 70 handvuurwapens van kaliber 9x19 en 70 holsters" een bestek met nr. 2021-1769 werd opgesteld door de wapenmaker ;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Handvuurwapen van kaliber 9x19), raming: € 35.000,00 excl. btw, hetzij € 42.350,00 incl. btw;

* Perceel 2 (Holster), raming: € 4.200,00 excl. btw, hetzij € 5.082,00 incl. btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 39.200,00 excl. btw, hetzij € 47.432,00 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikels 3300/744-51 (perceel 1) en 3300/124-05/997 (perceel 2) van de buitengewone dienst en gewone dienst;

BESLIST

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2021-1769 en de raming voor de opdracht "Aankoop van 70 handvuurwapens van kaliber 9x19 en 70 holsters". De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 39.200,00 excl. btw, hetzij € 47.432,00 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikels 3300/744-51 (perceel 1) en 3300/124-05/997 (perceel 2) van de buitengewone dienst en gewone dienst.

Aldus beslist te Sint-Lambrechts-Woluwe, vergadering van de Politieraad op 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

9 Aménagement d'une partie du parking du site «Antenne Etterbeek»

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1°;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux;

Attendu qu'un crédit de € 755.000,00 est inscrit à l'article 3300/724-60 du budget extraordinaire 2021 (Maintenance extraordinaire des bâtiments);

Considérant le cahier des charges N° 2021-1777 relatif au marché "Aménagement d'une partie du parking du site «Antenne Etterbeek»" établi par la cellule Marchés publics;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 40.000,00 hors TVA, ou € 48.400,00 TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/724-60;

DECIDE

Article 1er: D'approuver le cahier des charges N° 2021-1777 et le montant estimé du marché "Aménagement d'une partie du parking du site «Antenne Etterbeek»", établis par la cellule Marchés publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 40.000,00 hors TVA, ou € 48.400,00 TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/724-60.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en séance publique du Conseil de police, le 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Aanleg van een deel van de parkeerzone van de site "Antenne Etterbeek"

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 139.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 755.000,00 op artikel 3300/724-60 van de buitengewone dienst 2021; ingeschreven is (Buitengewoon onderhoud van gebouwen);

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aanleg van een deel van de parkeerzone van de site "Antenne Etterbeek"" een bestek met nr. 2021-1777 werd opgesteld door de cel Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 40.000,00 excl. btw, hetzij € 48.400,00 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 3300/724-60 van de buitengewone dienst;

BESLIST :

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2021-1777 en de raming voor de opdracht "Aanleg van een deel van de parkeerzone van de site "Antenne Etterbeek"" , opgesteld door de cel Overheidsopdrachten. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 40.000,00 excl. btw, hetzij € 48.400,00 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikel 3300/724-60 van de buitengewone dienst.

Aldus beslist te Woluwe-Saint-Lambert, vergadering van de Politieraad op 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

10 FABRICATION ET INSTALLATION D'ARMOIRES VESTIAIRES SUR MESURE

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses

modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 330.000,00 est inscrit à l'article 3300/741-51 du budget extraordinaire 2021 (Maintenance extraordinaire des bâtiments);

Considérant le cahier des charges N° 2021-1781 relatif au marché "Fabrication et installation d'armoires vestiaires sur mesure" établi par la Cellule Infrastructure ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 52.892,56 hors TVA, ou € 64.000,00 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/741-51.

DECIDE

Article 1^{er}: D'approuver le cahier des charges N° 2021-1781 et le montant estimé du marché "Fabrication et installation d'armoires vestiaires sur mesure". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 52.892,56 hors TVA, ou € 64.000,00 TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 3300/741-51.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en séance publique du Conseil de police, le 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

VERVAARDIGEN EN PLAATSEN VAN KLEERKASTEN OP MAAT

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 139.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 330.000,00 op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst 2021; ingeschreven is (Buitengewoon onderhoud van gebouwen);

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Vervaardigen en plaatsen van kleerkasten op maat " een

bestek met nr. 2021-1781 werd opgesteld door de Cel Infrastructuur;
Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamde op € 52.892,56 excl. btw, hetzij € 64.000,00 incl. btw;
Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst;

BESLIST :

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2021-1781 en de raming voor de opdracht “Vervaardigen en plaatsen van kleerkasten op maat”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 52.892,56 excl. btw, hetzij € 64.000,00 incl. btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikel 3300/741-51 van de buitengewone dienst.

Aldus beslist te Sint-Lambrechts-Woluwe, vergadering van de Politieraad op 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

11 MARCHÉ PLURIANNUEL D'ÉQUIPEMENT POUR LES MEMBRES DE LA CELLULE FORMATION DE LA ZONE DE POLICE MONTGOMERY

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 139.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 150.000,00 est inscrit à l'article 3300/124-05/997 du budget ordinaire 2021 (Masse d'habillement pour le personnel: vêtements techniques);

Considérant que le marché pluriannuel ayant le même objet que le présent marché, lancé en 2019 et attribué par le Collège de police en date du 22 novembre 2019, a été résilié en avril 2021 suite à une absence de réaction du fournisseur à une mise en demeure pour défaut de livraison de la totalité de la marchandise qui lui avait été adressée et qu'il est dès lors nécessaire de lancer une nouvelle procédure d'achat ;

Considérant le cahier des charges N° 2021-1780 relatif au marché “Marché pluriannuel d'équipement pour

les membres de la cellule formation de la zone de police Montgomery” établi par la Cellule Formation ; Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot 1 (Parkas), estimé à € 3.120,00 hors TVA ou € 3.775,20, 21% TVA comprise ;
- * Lot 2 (Fleece), estimé à € 2.160,00 hors TVA ou € 2.613,60, 21% TVA comprise ;
- * Lot 3 (Sweater), estimé à € 1.680,00 hors TVA ou € 2.032,80, 21% TVA comprise ;
- * Lot 4 (Pantalons), estimé à € 14.400,00 hors TVA ou € 17.424,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 5 (Polo), estimé à € 5.040,00 hors TVA ou € 6.098,40, 21% TVA comprise ;
- * Lot 6 (Chaussures), estimé à € 8.640,00 hors TVA ou € 10.454,40, 21% TVA comprise ;
- * Lot 7 (Ceintures), estimé à € 1.200,00 hors TVA ou € 1.452,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 36.240,00 hors TVA ou € 43.850,40, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, article 3300/124-05/997 et au budget des exercices suivants.

DECIDE

Article 1^{er}: D'approuver le cahier des charges N° 2021-1780 et le montant estimé du marché “Marché pluriannuel d'équipement pour les membres de la cellule formation de la zone de police Montgomery. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 36.240,00 hors TVA ou € 43.850,40, 21% TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, article 3300/124-05/997 et au budget des exercices suivants.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en séance publique du Conseil de police, le 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

MEERJARIGE OPDRACHT TOT UITRUSTING VAN DE LEDEN VAN DE OPLEIDINGSCEL VAN DE POLITIEZONE MONTGOMERY

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 139.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 150.000,00 op artikel 3300/124-05/997 van de gewone dienst 2021; ingeschreven is (Kledijmassa voor het personeel: technische uitrusting);

Overwegende dat de meerjarenopdracht met hetzelfde voorwerp als huidige overheidsopdracht, die in 2019 gelanceerd werd en op 22 november 2019 door het Politiecollege gegund werd, in april 2021 ontbonden

werd omdat de leverancier niet gereageerd heeft op een ingebrekestelling wegens niet-levering van alle hem toegezonden goederen, en dat het derhalve noodzakelijk is een nieuwe aankoopprocedure op te starten;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Meerjarige opdracht tot uitrusting van de leden van de opleidingscel van de politiezone Montgomery” een bestek met nr. 2021-1780 werd opgesteld door de Cel Opleiding;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

- * Perceel 1 (Parka's), raming: € 3.120,00 excl. btw of € 3.775,20 incl. 21% btw;
- * Perceel 2 (Fleece), raming: € 2.160,00 excl. btw of € 2.613,60 incl. 21% btw;
- * Perceel 3 (Sweater), raming: € 1.680,00 excl. btw of € 2.032,80 incl. 21% btw;
- * Perceel 4 (Broeken), raming: € 14.400,00 excl. btw of € 17.424,00 incl. 21% btw;
- * Perceel 5 (Polo), raming: € 5.040,00 excl. btw of € 6.098,40 incl. 21% btw;
- * Perceel 6 (Schoenen), raming: € 8.640,00 excl. btw of € 10.454,40 incl. 21% btw;
- * Perceel 7 (Riemen), raming: € 1.200,00 excl. btw of € 1.452,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 36.240,00 excl. btw of € 43.850,40 incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 3300/124-05/997 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

BESLIST:

Artikel 1: Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2021-1780 en de raming voor de opdracht “Meerjarige opdracht tot uitrusting van de leden van de opleidingscel van de politiezone Montgomery”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 36.240,00 excl. btw of € 43.850,40 incl. 21% btw.

Artikel 2: Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3: De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikel 3300/124-05/997 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

Aldus beslist te Sint-Lambrechts-Woluwe, vergadering van de Politieraad op 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

12

Acquisition d'un firewall de contenu destiné à sécuriser le réseau internet dans le cadre de la mise à disposition d'accès distants supplémentaires et de nouveaux PC INTERNET dans les services opérationnels (projet de virtualisation de PC)

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 986.500,00 est inscrit à l'article 3300/742-53 du Budget Extraordinaire de l'année 2021 (Achat de matériel informatique);

Attendu qu'un crédit de € 625.300,00 est inscrit à l'article 3300/123-13 du Budget Ordinaire de l'année 2021 (Frais gestion-fonctionnement de l'informatique);

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit:

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
Frais fixes (3300/742-53)			
FG-100F	1	€ 2.215,37	€ 2.680,60
Frais annuels (3300/123-13)			
FC-10-F100F-950-02-12	4	€ 1.748,56	€ 8.463,03
TOTAL TVAC		€ 11.143,63	

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais par le biais du contrat-cadre IRISNET (mandat CIRB);

Attendu que la dépense s'élèvera à € 11.143,63 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/742-53 du budget extraordinaire et 3300/123-13 du budget ordinaire 2021;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux.

DECIDE:

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en séance publique du Conseil de police, le 18 juin 2021.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Aankoop van een "content firewall" ter beveiliging van het internetnetwerk in het kader van de verstrekking van extra toegangen op afstand en nieuwe INTERNET-PC's in operationele diensten (PC-virtualisatieproject)

De Politieraad,

Aangezien dat een krediet van € 986.500,00 op artikel 3300/742-53 van de Buitengewone Dienst 2021 ingeschreven is (Aankoop van informaticamaterieel);

Aangezien dat een krediet van € 625.300,00 op artikel 3300/123-13 van de Gewone Dienst 2021 ingeschreven is (Beheers-en werkingskost van de informatica);

Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:

LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP excl. BTW	Totaalprijs BTW inbegrepen
Vaste kosten (3300/742-53)			
FG-100F	1	€ 2.215,37	€ 2.680,60
Jaarlijkse kosten (3300/123-13)			
FC-10-F100F-950-02-12	4	€ 1.748,56	€ 8.463,03

TOTAAL TVA inb.	€ 11.143,63
------------------------	--------------------

Aangezien dat de Leveringen gekocht zullen worden via de Federale Politie (mandaat CIRB);
Aangezien dat de uitgave € 11.143,63 alle taksen en opties inbegrepen zal bedragen en dat zij op artikel 3300/742-53 van de buitengewone dienst en 3300/123-13 van de gewone dienst 2021 geboekt zal worden;
Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus.

BESLIST :

Hiervoor vermeld programma van deze aankopen goed te keuren.

Aldus beslist te Sint-Lambrechts-Woluwe, in openbare vergadering van de Politieraad op 18 juni 2021.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Service Ressources Financières - Dienst Financiële Middelen

13 Compte budgétaire et annexes - exercice 2020

Le Conseil,

Vu les articles 66 à 72 du Règlement Général de la comptabilité de la police locale ;

Vu l'article 77 de la loi du 07/12/1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Attendu que le compte budgétaire 2020 présente un boni budgétaire de € 3.356.358,28 au service ordinaire et un mail budgétaire de € 710.553,08 au service extraordinaire, et attendu que le bilan arrêté au 31/12/2020 s'élève à € 23.842.063,22 et que le compte de résultat 2020 présente un boni d'exploitation de € 430.143,60, un boni exceptionnel de € 1.334.484,11 et un mali de l'exercice de € 1.764.627,71.

Décide :

d'approuver le compte budgétaire 2020, le compte de résultat 2020 et le bilan arrêté au 31/12/2020.

Concernant les équipements, Madame TAITTINGER relève qu'il y a un prix global et qu'elle souhaiterait disposer des prix unitaires.

Le Chef de Corps précise qu'il ne peut donner le prix unitaire actuellement puisqu'il s'agit du début de la procédure du marché ; les prix dépendront des offres faites par les sociétés qui vont postuler pour ce marché. Ce n'est que sur base des offres des firmes qu'il sera possible de connaître les prix unitaires.

Ce marché, d'une durée de 4 ans, porte sur l'achat des fournitures suivantes :

- 24 parkas
- 24 fleeces
- 24 sweats
- 120 pantalons
- 120 polos
- 24 ceintures
- 48 paires de chaussures

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Begrotingsrekening en bijlagen - dienstjaar 2020

De Raad,

Gelet op artikels 66 tot 72 van het algemeen reglement op de boekhouding van de lokale politie;

Gelet op het artikel 77 van de wet van 07/12/1998 houdende organisatie van een geïntegreerde politiedienst op twee niveau's;

Overwegende dat de begrotingsrekening 2020 een overschat van € 3.356.358,28 op de gewone dienst vertoont en een mali van € 710.553,08 op de buitengewone dienst, en overwegende dat het balanstotaal € 23.842.063,22 bedraagt op 31/12/2020 en dat de resultatenrekening over 2020 een batig exploitatiesaldo van € 430.143,60, een batig uitzonderlijk resultaat van € 1.334.484,11 en een batig saldo van het dienstjaar van € 1.764.627,71 vertoont.

Beslist :

de begrotingsrekening 2020, de resultatenrekening 2020 en de balans afgesloten op 31/12/2020, goed te keuren.

Met betrekking tot uitrusting meldt mevrouw TAITTINGER dat er een globale prijs is en dat zij wil kunnen beschikken over eenheidsprijzen.

De Korpschef stelt dat hij op dit ogenblik geen eenheidsprijs kan geven omdat het gaat om het begin van de opdrachtprocedure; de prijzen zijn afhankelijk van de offertes van de bedrijven die gaan meedingen naar deze opdracht. Het zal pas mogelijk zijn om eenheidsprijzen te kennen op basis van de offertes van deze bedrijven.

Deze opdracht loopt over vier jaar en heeft betrekking op de aankoop van de volgende leveringen:

- 24 parka's
- 24 fleecen
- 24 sweatshirts
- 120 pantalons
- 120 polo's

- 24 ceintures
- 48 paar schoenen

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

14 **Modification Budgétaire n° 03 - Exercice 2021 - Service ordinaire**

Voir annexe, s.v.p.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Begrotingswijziging nr 03 - Dienstjaar 2021 - Gewone dienst

Zie bijlage, a.u.b.

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Secrétariat zonal - Zone Secretariaat

15 **Rapport d'activités 2020**

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Activiteitenverslag 2020

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

16 **Motion relative au renforcement d'une relation transparente et de confiance entre la police de la zone MONTGOMERY et les citoyens proposée par les conseillers de police etterbeekois et amendement déposé par Philippe JAQUEMYNS, Ariane CALMEYN et Michaël LORIAUX, Conseillers de police (Liste du Bourgmestre - Woluwe-Saint-Lambert).**

Le Président signale que la tendance qui se dégage de ses discussions avec divers conseillers des 3 communes de la zone consiste à créer un groupe de travail en proposant au Chef de Corps de l'animer. Le

Chef de Corps pourrait fournir des chiffres précis sur un certain nombre d'éléments propres à la zone. Le Président relève que la presse confond régulièrement le centre d'arrestations administratives situé dans les casernes fédérales d'Etterbeek, qui dépend de la police fédérale et dans lequel certains problèmes sont survenus, avec la maison de police d'Etterbeek, qui n'a en réalité pas connu de problème de ce type.

Compte tenu du fait que la présente réunion du Conseil de Police est organisée par vidéoconférence au moyen de l'application zoom, il paraît difficile de discuter des amendements provenant de communes et de groupes politiques différents, dans ces conditions techniques peu propices aux débats.

Le groupe de travail fera rapport au Collège de Police et essayera de dégager une motion sur laquelle l'ensemble des groupes présents au sein du Conseil de Police peuvent s'accorder, si possible pour la rentrée.

A moins d'une détérioration de la situation épidémique, le Conseil de Police du 17 septembre sera organisé en présentiel et la réunion aura lieu dans la salle du Conseil de la maison communale d'Etterbeek.

Madame PANS, relève qu'il s'agit d'une bonne idée, d'autant qu'il y a déjà plusieurs amendements.

Monsieur JAQUEMYNS, souscrivant à la proposition du Collège de créer un groupe de travail, souligne que le but est d'arriver effectivement à une motion consensuelle mais également qui reflète la réalité de la zone de police. Il est dès lors important d'y associer le Chef de Corps puisque ce sera l'occasion de pouvoir discuter avec ce dernier des éventuelles pistes d'amélioration qui pourraient être intégrées dans la motion.

Madame DEJONGHE relève qu'il lui était difficile d'analyser un texte qui a été transmis uniquement en français. Elle souhaiterait que ces textes soient traduits afin de pouvoir suivre correctement les débats.

Madame JOWAY précise que ce sont les différents conseillers de police etterbeekois qui ont déposé la motion puisque cette motion a été votée au conseil communal d'Etterbeek le 3 mai dernier.

Cette motion n'a nullement pour but de remettre en cause le travail de la zone de police Montgomery. La réélection du Chef de Corps à l'unanimité lors du dernier Conseil de Police le montre bien. Cependant, même si le travail accompli est remarquable, il y a toujours des aspects qui peuvent être améliorés et la motion va dans ce sens. Elle rappelle que, suite à l'amendement proposé par certains conseillers appartenant à la majorité communale de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, la motion qu'elle avait originellement déposée a été retravaillée afin de tenter de présenter une synthèse qui soit satisfaisante pour les rédacteurs des 2 versions.

Le point est reporté/ajourné.

24 votants : 24 votes positifs.

Motie betreffende de versterking van een transparante en vertrouwensvolle relatie tussen de politie van de zone MONTGOMERY en de burgers, voorgesteld door de Etterbeekse politieraadsleden en amendement ingediend door Philippe JAQUEMYNS, Ariane CALMEYN en Michaël LORIAUX, Politieraadsleden (Lijst van de Burgemeester - Sint-Lambrechts-Woluwe)

De voorzitter meldt dat deze besprekingen met de verschillende raadsleden van de drie gemeenten van de zone kunnen leiden tot de oprichting van een werkgroep, en stelt aan de Korpschef voor om deze te promoten. De Korpschef kan mogelijk precieze cijfers aanleveren over een bepaald aantal specifieke elementen van de zone. De voorzitter zegt dat het centrum voor administratieve aanhoudingen, gelegen in de federale kazernes van Etterbeek en ressorterend onder de federale politie, waar bepaalde problemen zijn voorgekomen, regelmatig door de pers wordt verward met het politiehuis van Etterbeek, dat in werkelijkheid dit soort problemen helemaal niet kent.

Gezien het feit dat deze vergadering van de politieraad wordt gehouden per videoconferentie via de toepassing zoom, is het in deze technische omstandigheden die weinig gunstig zijn voor de debatten, moeilijk om te discuteren over amendementen, komende van de gemeenten en van verschillende politieke groeperingen.

De werkgroep zal verslag uitbrengen aan het politiecollege en zal proberen om tot een motie te komen waarover alle groepen binnen de politieraad akkoord kunnen gaan, indien mogelijk tegen begin september. Behalve bij een verslechtering van de gezondheidssituatie zal de politieraad van 17 september doorgaan met aanwezigheden en zal de vergadering plaatsvinden in de raadszaal van het gemeentehuis van Etterbeek.

Mevrouw PANS zegt dat dit een goed idee is aangezien er al verschillende amendementen zijn.

De heer JAQUEMYNS, steunt het voorstel van het college om een werkgroep op te richten, en onderstreept dat het de bedoeling is om inderdaad te komen tot een motie met consensus die evenwel ook de realiteit van de politiezone weerspiegelt. Het is dan ook belangrijk om de Korpschef daarbij te betrekken omdat dit de gelegenheid zal zijn om met deze laatste te praten over eventuele pistes tot verbetering die mogelijk opgenomen kunnen worden in de motie.

Mevrouw DEJONGHE zegt dat het voor haar moeilijk was om een tekst te analyseren die uitsluitend werd bezorgd in het Frans. Zij wenst dat deze teksten zouden worden vertaald zodat ze de debatten goed kan volgen.

Mevrouw JOWAY verduidelijkt dat het de verschillende raadsleden van de Etterbeekse politie zijn die de motie hebben ingediend want deze motie werd gestemd in de gemeenteraad van Etterbeek op 3 mei laatstleden.

Deze motie is er helemaal niet op gericht om het werk van de politiezone Montgomery in vraag te stellen. De herverkiezing van de Korpschef met unanieme stemmen tijdens de laatste politieraad bewijst dit. Maar ondanks het opmerkelijke werk dat werd gedaan, blijven er altijd aspecten die vatbaar zijn voor verbetering en de motie gaat in dit richting. Zij herinnert eraan dat naar aanleiding van het amendement voorgesteld door bepaalde raadsleden van de gemeentelijke meerderheid van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, de motie die zij oorspronkelijk had ingediend werd herwerkt in een poging om te komen tot een synthese die bevredigend zou zijn voor de auteurs van de twee versies.

Het punt wordt uitgesteld/verdaagd.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Cellule Marchés Publics - Cel Overheidsopdrachten

17 Acquisitions du Chef de Corps

- 1) Achat de casques audio
- 2) Achat de 260 Admin pouch M.O.L.L.E
- 3) Acquisition d'une paire de chaussures pour l'usage de la débroussailleuse
- 4) Achat d'un chevalet pour l'entretien des armes

- 5) Achat de t-shirt pour le GNEP
- 6) Acquisition d'accessoires pour radios portables Motorola MTP850S
- 7) Achat d'un poteau pour l'enseigne lumineuse de la nouvelle maison de police d'Etterbeek
- 8) Achat de deux meubles évier + accessoires pour les Jardins de la Chasse
- 9) Achat de 2 bras de support écran pour la maison de police d'Etterbeek
- 10) Réparation pour le contrôle d'accès du local armes
- 11) Renouvellement de la maintenance annuelle des licences Mercure
- 12) Renouvellement de la licence REDHAT
- 13) Achat de 20 bâtons télescopiques
- 14) Achat de gants d'intervention anti-coupures
- 15) Achat de caillebotis pour les douches de la nouvelle maison de police d'Etterbeek
- 16) Achat de 20 traceurs GPS pour le service Recherche Locale de la zone de police Montgomery
- 17) Réparation de 3 sièges chauffeur de Skoda Octavia (année 2016) du service Intervention
- 18) Achat d'une table pour le local audition mineurs de la nouvelle maison de police d'Etterbeek
- 19) Achat d'une signalétique pour l'entrée de la nouvelle maison de police d'Etterbeek
- 20) Achat d'une télévision avec DVD intégré
- 21) Achat d'un destructeur de documents pour le service Enquêtes Internes
- 22) Remplacement d'un tableau électrique à l'antenne d'Etterbeek
- 23) Entretien des appareils électroniques de détection de présence d'alcool
- 24) Achat de 25 porte-peppersprays
- 25) Achat de 5 cloisons acoustiques supplémentaires pour JDC

Le Conseil est informé.

24 votants : 24 votes positifs.

Aankopen van de Korpschef

- 1) Aankoop van hoofdtelefoons
- 2) Aankoop van 260 Admin pouch M.O.L.L.E
- 3) Aankoop van een paar schoenen voor het gebruik van de bosmaaiere
- 4) Aankoop van een werkbank voor het onderhoud van wapens
- 5) Aankoop vvan t-shirts voor het GBOR

- 6) Aankoop van accessoires voor Motorola MTP850S draagbare radio's
- 7) Aankoop van een paal voor het verlichte bord van het nieuwe politiebureau in Etterbeek
- 8) Aankoop van twee gootsteenmeubels + toebehoren voor het Jachthofe
- 9) Aankoop van 2 flatscreenarmen voor het politiehuis van Etterbeek
- 10) Reparatie voor de toegangscontrole van de wapenkamer
- 11) Verlenging van het jaarlijkse onderhoud van de Mercure-licenties
- 12) Verlenging van de REDHAT-licentie
- 13) Aankoop van 20 telescoopstokken
- 14) Aanschaf van snijbestendige interventiehandschoenen
- 15) Aankoop van industrieroster voor douches van het nieuwe politiehuis van Etterbeek
- 16) Aankoop van 20 GPS tracker voor de dienst Lokale Recherche van de politiezone Montgomery
- 17) Herstelling van 3 bestuurdersstoelen van Skoda Octavia (jaar 2016) van dienst Interventie
- 18) Aankoop van een tafel voor het lokaal minderjarige verhoor van het nieuwe politiehuis van Etterbeek
- 19) Aankoop van een signalisatiebord voor de ingang van het nieuwe politiehuis in Etterbeek
- 20) Aankoop van een televisie met geïntegreerde DVD
- 21) Aankoop van een papierversnipperaar voor de dienst Interne onderzoeken
- 22) Vervanging van een elektrisch paneel aan de antenne van Etterbeek
- 23) Onderhoud van elektronische apparatuur voor alcoholdetectie
- 24) Aankoop van 25 peppersprayhouders
- 25) Aankoop van 5 extra akoestische scheidingswanden voor JDC

De Raad heeft kennis genomen.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Secrétariat zonal - Zone Secretariaat

18 Vente de l'immeuble de la zone situé rue Van Bever

- Bâtiment acquis (partiellement) en 1982 par la Régie des bâtiments pour l'ancienne brigade locale de Gendarmerie, transféré en 2001 à la zone de police;
- la commune de WSP est propriétaire des 2 étages supérieurs du bâtiment (appartements);
- bâtiment vidé en novembre 2020 (regroupement zonal);
- la commune de WSP et le CPAS ne souhaitent pas racheter le reste du bâtiment;
- 4 agences immo ont été contactées pour la vente (concurrence) et une visite est prévue avec les agences le 21 juin;
- nous proposons de travailler avec le notaire conseillé par la commune de WSP;
- un rapport du comité d'acquisition fédéral a été établi (voir annexe).

Le Président précise que l'immeuble en question était, historiquement, le bâtiment de la gendarmerie locale avant la réforme des polices.

Le Chef de Corps explique que ce bâtiment n'est plus occupé depuis le mois de novembre 2020, suite au déménagement vers le bâtiment situé sur le rond-point Montgomery des services qui y étaient installés. Deux étages de ce bâtiment sont occupés par l'Agence immobilière sociale de Woluwe-Saint-Pierre, qui n'est pas intéressée par un rachat du bâtiment. Une procédure de marché va donc être lancée afin de sélectionner une agence immobilière qui se chargera de cette vente. Grâce à la commune de Woluwe-Saint-Pierre, la zone dispose d'une estimation de la valeur du bâtiment.

Monsieur DEVILLE demande si d'autres pistes que les agences immobilières ont été envisagées.

Le Chef de Corps précise que des contacts ont également été pris au niveau régional.

Monsieur CEREXHE explique qu'il a été proposé à la SRLB d'acquérir ce bâtiment afin de le transformer en logement social. D'un contact encore tout récent avec l'administrateur de la SRLB, il ressort que celle-ci n'est pas intéressée par une telle acquisition, raison pour laquelle nous nous tournons vers le marché.

Le Conseil est informé.
24 votants : 24 votes positifs.

Verkoop van het gebouw van de zone Van Beverstraat

- Gebouw dat in 1982 (gedeeltelijk) door de Regie der gebouwen werd aangekocht voor de voormalige lokale Rijkswachtbrigade en in 2001 werd overgedragen aan de politiezone
- de gemeente SPW is eigenaar van de twee bovenste verdiepingen van het gebouw

- (appartementen);
- gebouw werd in november 2020 ontruimd (zonale groepering);
 - de gemeente SPW en het OCMW wensen de rest van het gebouw niet te kopen;
 - er werden 4 immobiliënketens gecontacteerd voor de verkoop (concurrentie) en er is een bezoek met de ketens voorzien op 21 juni;
 - wij stellen voor te werken met de notaris die door de gemeente SPW wordt aangeraden;
 - er werd een verslag van het federale aankoopcomité opgesteld (zie bijlage).

De voorzitter verduidelijkt dat het betrokken gebouw historisch gezien het gebouw was van de lokale gendarmerie vóór de politiehervorming.

De Korpschef legt uit dat dit gebouw al sinds november 2020 niet meer wordt gebruikt na de verhuizing van de erin geïnstalleerde diensten naar de gebouwen op het verkeersplein Montgomery.

Twee verdiepingen van dit gebouw worden gebruikt door de Sociale Vastgoedmaatschappij van Sint-Lambrechts-Woluwe, die geen belangstelling heeft om het gebouw te kopen. Er zal dus een opdrachtprocedure worden gestart om een vastgoed maatschappij te vinden die zich bezig kan houden met deze verkoop. Dankzij de gemeenten van Sint-Lambrechts-Woluwe beschikt de zone over een geschatte waarde van het gebouw.

De heer DEVILLE vraagt of er nog gedacht is aan andere pistes dan vastgoedmaatschappijen.

De Korpschef verduidelijkt dat er ook contacten werden genomen op regionaal niveau.

De heer CEREXHE legt uit dat aan de BHGM werd voorgesteld om dit gebouw aan te kopen en om te vormen tot een sociale woning. Uit een recent contact met de beheerder van de BHGM is gebleken dat deze geen belangstelling heeft voor een dergelijke aankoop, daarom richten wij ons op de vastgoedmarkt.

De Raad heeft kennis genomen.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Levée de la séance à 18:30
Opheffing van de zitting om 18:30

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Viatour

Vincent De Wolf